

BREVES HEBDOMADAIRES

CHINE CONTINENTALE

CONJONCTURE ([ici](#))

Prix : l'indice des prix à la consommation poursuit en juillet le rebond initié en mars, à +2,8%, tirés par la hausse des prix des aliments (porc et fruits); les prix à la production se contractent pour la première fois depuis près de 3 ans, de -0,3% en g.a., en raison d'une baisse du prix des matières premières (pétrole) et des biens manufacturiers

Réserves de change : les réserves baissent légèrement en juillet, de -15 Mds USD, pour atteindre 3 104 Mds USD, dans un contexte d'appréciation de l'USD (effet de valeur négatif pour les réserves) ; les réserves en or de la PBoC continuent d'augmenter

ECONOMIE GENERALE ([ici](#))

Monnaie : le RMB passe sous la barre symbolique des 7 RMB par USD, la Chine est accusée de manipulation de son taux de change par le Trésor américain

BANQUE ET FINANCE ([ici](#))

Banque : JP Morgan prend le contrôle de sa joint-venture China Mutual Fund

Banque : la Heng Feng Bank recapitalisée par une division du fonds souverain chinois

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE ([ici](#))

Guerre commerciale : après la nouvelle menace tarifaire américaine, la Chine revient sur ses engagements d'achats de biens agricoles

Guerre commerciale : publication d'un règlement interdisant aux administrations américaines de se fournir auprès de cinq entreprises chinoises, dont Huawei

Guerre commerciale : publication d'un communiqué de l'association chinoise des producteurs de terres rares en faveur de « contre-mesures » ciblant les États-Unis

Commerce extérieur : nouvelle baisse des importations chinoises en juillet ; les exportations en léger redressement

ALE : conférence ministérielle du RCEP à Pékin

CLIMAT DES AFFAIRES ([ici](#))

Zones pilotes de libre-échange : élargissement de la zone pilote de libre-échange de Shanghai

INDUSTRIE ET NUMERIQUE ([ici](#))

Automobile : Dongfeng songerait à céder ses participations dans PSA

Divertissement : Tencent est en passe d'acquérir 10% du label Universal Music, label détenu par Vivendi

Economie numérique : Tencent investit plus d'un milliard de dollars dans une application de partage de vidéos

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS ([ici](#))

Energie : l'Administration nationale de l'énergie (NEA) communique sur la préparation du 14^{ème} plan quinquennal (2021-2025)

Transports : le Ministère des transports publie un plan de développement du numérique pour les transports



HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

Bourse : *l'escalade des tensions commerciales sino-américaines et la grève générale font chuter l'Indice Hang Seng (HSI)*

Commerce extérieur: *chute des exportations et des importations au S1-2019*

Start-ups : *la première licorne de Hong Kong, Tink Labs, va fermer ses portes au mois d'août*

Transport aérien: *Cathay Pacific confirme sa reprise au premier semestre 2019 mais accuse une chute des réservations pour le second*



CONJONCTURE

Prix : l'indice des prix à la consommation poursuit en juillet le rebond initié en mars, à +2,8%, tirés par la hausse des prix des aliments (porc et fruits); les prix à la production se contractent pour la première fois depuis près de 3 ans, de -0,3% en g.a., en raison d'une baisse du prix des matières premières (pétrole) et des biens manufacturiers

En juillet, les prix à la production se contractent de -0,3% en glissement annuel (g.a.) contre +0,0% en juin. C'est la première fois depuis août 2016 que l'indice des prix à la production (IPP) enregistre une diminution. Cette baisse s'explique majoritairement par un ralentissement des sous-indices du secteur manufacturier, des matières premières (pétrole) et du secteur extractif (pétrole et gaz). Les sous-indices des autres secteurs sont restés relativement stables. Pour mémoire, la croissance en g.a. de l'IPP a ralenti largement depuis juin 2018, date à laquelle elle atteignait +4,7%. En outre, la croissance en g.a. de l'IPP a été négative entre mars 2012 et septembre 2016. Cette contraction pourrait signaler une demande en baisse pour la production industrielle et impliquer une diminution des profits pour le secteur manufacturier.

L'indice des prix à la consommation (IPC) poursuit le rebond initié en mars, à +2,8% en g.a. en juillet (contre +2,7% en juin) pour des raisons strictement conjoncturelles. La hausse des prix des aliments et de l'énergie expliquent en effet quasiment intégralement cette augmentation. En effet, l'inflation sous-jacente (hors prix de l'énergie et des aliments) stagne à +1,6% (g.a.) fin juillet, soulignant une demande intérieure en berne. Le sous-indice des prix des aliments connaît une hausse de +9,1 % en g.a. en juillet (contre +8,3 % en juin) tiré par la très forte augmentation du prix du porc (à +27% en juillet contre +21% en juin) et du prix des fruits à +39,1% en g.a. Les prix du porc devraient poursuivre leur accélération dans les prochains mois avec la progression de la peste porcine africaine et le contingentement des importations. Pour mémoire, le poids des prix du porc dans l'IPC est particulièrement important.

A noter que l'inflation sous-jacente oscille entre +1,2% et +2,5% depuis fin 2010 selon les statistiques officielles chinoises. L'objectif d'inflation pour 2019, fixé par les autorités lors des assemblées législatives de mars, est de 3%.

Retour au sommaire ([ici](#))

ECONOMIE GENERALE

Change/Politique monétaire : le RMB passe sous la barre symbolique des 7 RMB par USD, la Chine est accusée de manipulation de son taux de change par le Trésor américain

A la suite de la reprise de la guerre tarifaire par le Président Trump, le RMB est passé sous le seuil symbolique de 7 RMB pour 1 USD le 5 août, se dépréciant de 1,3%. Le RMB atteint ainsi son plus bas depuis la crise de 2008, soit une baisse de 11% contre l'USD depuis le début de l'année.

Le Trésor américain a ajouté le 5 août la Chine à sa liste des pays « manipulateur de devise » (currency manipulator) en application de la loi Omnibus Trade and Competitiveness Act de 1988. En mai dernier, le Trésor américain avait décidé de ne pas inscrire la Chine sur cette liste. En réponse à l'accusation du Trésor américain, la PBoC a, dans un communiqué, incriminé le protectionnisme et les droits de douane, tout en se voulant rassurante quant à la capacité de la banque centrale de conserver un taux de change « fondamentalement stable et à un niveau raisonnable et équilibré ». Lors de ses interventions récentes, le gouverneur de la PBoC, Yi Gang, avait cependant déclaré à plusieurs reprises que l'importance de la barrière symbolique du taux de change RMB-USD ne devait pas être surestimée, préparant les marchés financiers à une dépréciation. La revue article 4 du FMI sur la Chine souligne que le cours du RMB est en ligne avec ses fondamentaux. En outre, il convient de souligner que les mesures adoptées par la PBOC depuis plusieurs mois visent à contrer une dépréciation trop forte du RMB vis-à-vis du dollar.

Pour rappel, si un pays est identifié comme « currency manipulator », le Trésor américain est tenu « d'ouvrir des négociations dans le but de s'assurer que le pays ajuste rapidement son taux de change ». En cas d'échec de ces négociations, des mesures tarifaires peuvent être prises contre les importations du pays visé. L'attribution de ce statut de « currency manipulator » répond à trois conditions pour le pays incriminé : (i) des achats annuels nets de devises étrangères excédant 2% du PIB ; (ii) un excédent commercial annuel avec les Etats-Unis supérieur à 20 Mds USD ; (iii) un excédent du compte courant supérieur à 3% de son PIB. La Chine ne répond pas aux critères (i) et (iii). Le Président Trump avait néanmoins promis à de multiples reprises, notamment lors de sa campagne, d'inscrire la Chine sur la liste des pays manipulant leur cours de change.

Retour au sommaire ([ici](#))

BANQUE ET FINANCE

Banque : JP Morgan prend le contrôle de sa joint-venture China Mutual Fund

JP Morgan a annoncé le 6 août avoir pris le contrôle de sa joint-venture, le China Mutual Fund. JP Morgan devient ainsi la première société étrangère à prendre le contrôle d'une société de gestion de fonds mutuels basée en Chine. La transaction a vu JP Morgan acquérir 2% à son partenaire de JV, la Shanghai International Trust Corporation, ce qui lui a permis de passer à 51%. L'acquisition doit toujours être validée par les autorités de régulation américaine et chinoise.

En avril dernier, le gouverneur de la PBoC, Yi Gang, annonçait que la limite sur l'actionnariat de sociétés chinoises de gestion de fonds passerait de 49% à 51% d'ici à 2021, date ramenée à 2020 par une décision du Conseil des Affaires d'Etat (gouvernement) en juillet.

Banque : la Heng Feng Bank recapitalisée par une division du fonds souverain chinois

La Central Huijin Investment, division du fonds souverain chinois, a investi dans la Heng Feng Bank selon les informations de Shanghai Securities News. Les autorités justifient cette intervention par la nécessité d'augmenter ses ratios de capital et d'améliorer sa gestion.

Heng Feng fait partie de la douzaine de banques régionales identifiée par les autorités dans leur politique de réduction des risques financiers. Elle n'a pas publié ses états financiers ces deux dernières années. Pour rappel, le 29 juillet, la Bank of Jinzhou a été recapitalisée par un consortium de grandes banques chinoises, dont ICBC pour 3 Mds RMB (436 M USD).

Retour au sommaire ([ici](#))

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Guerre commerciale : après la nouvelle menace tarifaire américaine, la Chine revient sur ses engagements d'achats de biens agricoles

Le ministère du Commerce chinois (MofCom) et la Commission nationale pour le Développement et la Réforme (NDRC) ont indiqué, le 6 août, que suite « à la violation grave », par les États-Unis, du consensus dégagé à l'issue de la rencontre entre les Présidents Xi et Trump lors de leur rencontre en marge du G20 à Osaka (voir brèves de la semaine du 1^{er} juillet), la Chine revenait sur ses promesses d'achats de biens agricoles américains. Cette annonce fait suite à celle du Président américain Donald Trump, le 1^{er} août, selon laquelle des tarifs de 10% seraient imposés sur 300 Mds USD d'importations chinoises au 1^{er} septembre 2019 (voir brèves de la semaine du 29 juillet). Dans une communication séparée, la NDRC a démenti l'accusation de M. Trump selon laquelle la Chine n'aurait pas respecté ses engagements d'achats de biens agricoles américains « en quantités importantes ». Selon la NDRC, entre le 19 juillet et le 2 août, des entreprises chinoises auraient importé 130 000 tonnes de soja, 120 000 tonnes de sorgho, 75 000 tonnes de foin, 60 000 tonnes de blé, 40 000 tonnes de porc et 25 000 tonnes de coton en provenance des États-Unis – produits pour lesquels des demandes d'exemption de tarifs avaient été formulées. Le MofCom et la NDRC annoncent « ne pas exclure l'introduction de tarifs sur les biens agricoles américains récemment achetés après le 3 août » et que « les entreprises chinoises concernées avaient cessé d'acheter ces produits ».

[Lire la dépêche de l'agence Xinhua](#)

Guerre commerciale : publication d'un règlement interdisant aux administrations américaines de se fournir auprès de cinq entreprises chinoises, dont Huawei

L'administration américaine en charge de la gestion des marchés publics a publié, le 7 août, un règlement interdisant aux administrations fédérales de se fournir en équipements et services de télécommunications et de vidéosurveillance produits ou fournis par cinq entreprises chinoises, à compter du 13 août 2020. Les cinq entreprises concernées sont les équipementiers Huawei et ZTE, les leaders mondiaux des caméras de surveillance Hikvision et Dahua Technology, ainsi que le fabricant de radios Hytera. Une telle disposition était prévue par *National Defense Authorization Act 2019* (NDAA), adopté à l'été dernier, dont cette réglementation constitue la mise en application. Réagissant à la publication du règlement, le ministère chinois des Affaires étrangères a fait part de sa « profonde insatisfaction » face à une décision « discriminatoire et injuste » à l'encontre des entreprises concernées, et a appelé le gouvernement américain à abandonner sa « mentalité de guerre froide » et à « cesser de politiser les questions économiques ». L'entreprise Huawei, pour sa part, a jugé qu'il n'existait « aucune preuve d'un manquement » de sa part et a regretté une décision qui « n'aidera pas à protéger la sécurité du réseau de télécommunications américain et pénalisera les utilisateurs s'appuyant sur des réseaux Huawei dans les zones rurales ». Pour rappel, Huawei avait annoncé, le 7 mars, déposer plainte à l'encontre du gouvernement américain auprès de la cour fédérale du Texas pour contester la constitutionnalité de ces dispositions contenues dans le NDAA 2019 ([voir brèves de la semaine du 4 mars](#)).

Guerre commerciale : publication d'un communiqué de l'association chinoise des producteurs de terres rares en faveur de « contre-mesures » ciblant les États-Unis

L'association chinoise des producteurs de terres rares (*Association of China Rare Earth Industry*), représentant environ 300 entreprises actives dans les secteurs de l'extraction, de la transformation et de la production de biens à base de terres rares, a annoncé, le 7 août, « soutenir résolument les contre-mesures chinoises à l'encontre des tarifs américains ». L'association n'a pas précisé si ces contre-mesures pourraient prendre la forme de restrictions à l'exportation de terres rares vers les États-Unis, mais elle a jugé que « le coût des tarifs imposés par les USA devra être supporté par les consommateurs américains ». Pour rappel, les produits à base de terres rares font partie des quelques biens sur lesquels l'administration américaine a exclu d'imposer des tarifs, et ce même si des droits de douane supplémentaires de 10% étaient imposés sur une assiette de 300 Mds USD de biens chinois au 1^{er} septembre (voir brèves de la semaine du 29 juillet). Le 20 mai dernier, le Président Xi Jinping avait effectué une visite largement médiatisée d'une usine spécialisée dans la production de terres rares, située dans la province du Jiangxi (sud-est de la Chine – voir brèves de la semaine du 20 mai). Quelques jours plus tard, à l'issue d'une réunion en présence d'industriels du secteur des terres rares, la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) avait indiqué que ces derniers avaient « suggéré » des mesures de restriction des exportations. De son côté, Donald Trump a reçu son homologue mongol Khaltmaa Battulga à la Maison Blanche le 31 juillet – un entretien destiné, selon une source américaine citée par *Bloomberg*, à évoquer la possibilité pour des entreprises américaines d'investir dans des mines de terres rares situées en Mongolie. Le tabloïd chinois *Global Times* a, dans la foulée de la rencontre, averti les États-Unis contre toute tentative de « former une alliance des terres rares contre la Chine ».

Commerce extérieur : nouvelle baisse des importations chinoises en juillet ; les exportations en léger redressement

Les douanes chinoises ont publié, le 8 août, les chiffres du commerce extérieur au mois de juillet 2019. Pour la sixième fois en sept mois, les importations chinoises diminuent (-6% en glissement annuel), tandis que les exportations se redressent légèrement (+3% en g.a.). Les exportations ont toutefois baissé sur trois des sept premiers mois de l'année. Sur les sept premiers mois cumulés, les échanges extérieurs chinois se replient de 2% en g.a., avec des exportations stables (1393 Mds USD) et des importations en baisse de 4% (1166 Mds USD). Sur la période janvier-juillet 2019, l'excédent commercial chinois atteint 227 Mds USD, en hausse de 32% en g.a.

Le repli des importations chinoises en juillet s'explique d'abord par la poursuite de la diminution de ses importations dans le secteur de l'électronique (imports de circuits intégrés en baisse de 7% en g.a.), et des machines et engins mécaniques (-12% en g.a.) Les importations de véhicules chutent de 50% en g.a., et celles de parties et accessoires automobiles de 22% en g.a. Les importations chinoises de matières premières (minerais de fer, pétrole brut et gaz naturel) continuent de progresser, au même titre que celles de produits agricoles (+10% en g.a.), à l'exception du soja (-8% en g.a.). D'un point de vue géographique, si les importations chinoises en provenance de l'ASEAN restent stables, celles en provenance de la Corée du Sud (-20% en g.a.), du Japon (-13%), de Taiwan (-7%), et même de l'Union européenne (-3%), diminuent. Les importations en provenance des États-Unis chutent de 19% en g.a., alors que la Chine a relevé ses tarifs sur 60 Mds USD d'importations américaines au 1^{er} juin ([voir brèves de la semaine du 13 mai](#)). Les importations chinoises de produits australiens progressent en revanche de 19% en g.a. sur la même période.

Du côté des exportations, le léger rebond est d'abord imputable à la forte augmentation des exportations de circuits intégrés (+31% en g.a.), malgré la poursuite de la baisse des exportations de téléphones (-9% en g.a.) et d'ordinateurs (-6% en g.a.). Les exportations chinoises de terres rares augmentent pour le deuxième mois consécutif (+33% en g.a.) Sur le plan géographique, les exportations chinoises se sont révélées dynamiques à destination de l'ASEAN (+16% en g.a.), de la

Corée du Sud (+9% en g.a.) et de l'Union européenne (+6% en g.a.). En revanche, les exportations chutent à destination des premier et troisième clients de la Chine : les États-Unis (-6% en g.a.) – qui ont relevé à 25% leurs tarifs sur 250 Mds USD d'importations chinoises à la mi-mai (voir brèves de la semaine du 6 mai) – et Hong Kong (-16% en g.a.)

ALE : conférence ministérielle du RCEP à Pékin

Du 2 au 3 août 2019, suite au 27^{ème} cycle des négociations à Zhengzhou (voir brèves de la semaine du 29 juillet 2019), une conférence des ministres du Commerce du *Regional Comprehensive Economic Partnership* (RCEP) s'est tenue à Pékin. Le ministre chinois du Commerce Zhong Shan a souligné, à l'occasion de la réunion, qu'« une conclusion rapide du RCEP serait propice au maintien de la mondialisation économique et du libre-échange » et appelé les négociateurs à « effectuer un sprint final pour conclure les négociations d'ici fin 2019 ». Selon un communiqué diffusé par le ministère chinois du Commerce (Mofcom), les parties se seraient déjà mises d'accord sur 80% du texte du RCEP, et trois nouveaux chapitres auraient été récemment conclus (services financiers, services de télécommunications, services professionnels). Pour rappel, 7 chapitres avaient été conclus fin 2018 (coopération technique ; PME ; procédures douanières et facilitation des échanges ; marchés publics ; dispositions institutionnelles ; standards sanitaires et phytosanitaires ; réglementations techniques et procédures d'évaluation de la conformité). Entamées en 2012 et largement impulsées par la Chine, les négociations du RCEP ont manqué leur cible de conclusion trois années d'affilée (2016, 2017, 2018).

Retour au sommaire ([ici](#))

CLIMAT DES AFFAIRES

Zones pilotes de libre-échange : élargissement de la zone pilote de libre-échange de Shanghai

Le 6 août 2019, le Conseil des Affaires d'Etat a publié une circulaire pour établir une nouvelle zone de libre-échange à Shanghai* : la zone « Lingang » qui couvre une espace de 119,5 kilomètres carrés dans le sud-est de Shanghai, élargissant ainsi la superficie de la zone existante. Pour rappel, le Président Xi Jinping avait promis la création d'une nouvelle zone de libre-échange à Shanghai lors de la première Foire internationale aux importations en novembre 2018 ([voir brèves de la semaine du 29 octobre 2018](#)), une promesse rééditée lors de son discours d'ouverture du G20 d'Osaka. L'objectif stipulé dans la circulaire est de créer un système de libéralisation du commerce et d'investissement relativement bien établi dans cette zone d'ici 2025; et de transformer « Lingang » en une zone ayant un impact fort sur le marché mondial servant comme « une plateforme importante pour l'intégration de la Chine dans la mondialisation économique » d'ici 2035. La circulaire s'appuie sur la libéralisation d'investissements, du commerce, des capitaux, du transport, et du personnel dans la nouvelle zone de libre-échange, en proposant certaines mesures concrètes comme l'autorisation aux étrangers à prendre part à des examens de qualification professionnelle chinois – sauf exceptions relatives à la « souveraineté et la sécurité nationale ». Afin de créer un climat des affaires de la « concurrence équitable », les institutions d'arbitrage et du règlement des différends reconnues dans le monde sont encouragées à établir des agences dans la zone, pour régler les différends par l'arbitrage en matière commerciale, maritime, et d'investissement. Par ailleurs, la circulaire prévoit des avantages fiscaux pour les entreprises de R&D et de production dans certains secteurs considérés comme importants, dont les circuits intégrés, l'intelligence artificielle, la biopharmaceutique, et l'aviation civile.

**Il existe pour l'heure 12 zones pilote de libre-échange (FTZ) en Chine : la première à Shanghai qui a été créée en septembre 2013 ; ensuite, trois FTZ ont été établies dans le Guangdong, à Tianjin, et dans le Fujian en avril 2015 ; en avril 2017, 7 nouvelles FTZ ont été créées dans le Liaoning, dans le Zhejiang, dans le Henan, dans le Hubei, dans le Sichuan, dans le Shaanxi, et à Chongqing ; et plus récemment, la création d'une FTZ (« port franc ») sur l'île de Hainan a été annoncée en avril 2018.*

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

INDUSTRIE ET NUMERIQUE

Automobile : Dongfeng songerait à céder ses participations dans PSA

Selon [Bloomberg](#), qui cite des sources proches du dossier, le constructeur chinois Dongfeng pourrait céder sa participation dans le groupe français PSA. Parmi les options à l'étude, Dongfeng envisagerait deux possibilités : une vente directe, partielle ou totale, de ses actions ou l'émission d'obligations adossées à des actions PSA. Depuis 2014, Dongfeng est actionnaire de PSA, à hauteur de 12,2% au 31/12/2018 (ce qui représente plus de 2 Mds EUR), à parité avec la famille Peugeot et Bpifrance, le reste de l'actionnariat étant flottant. L'accord passé en 2014 entre les trois principaux actionnaires prévoit une clause de *standstill*, jusqu'en 2024, empêchant chacune des trois parties prenantes de modifier son actionnariat sans accord des deux autres. Pour mener cette opération, Dongfeng devra donc nécessairement se coordonner avec la famille Peugeot et Bpifrance, qui n'ont pour l'heure pas apporté de commentaire.

Cette coordination sera d'autant plus nécessaire que Dongfeng et PSA ont noué en Chine plusieurs partenariats stratégiques, qui les obligent à garder de bonnes « relations de travail » d'après les sources citées par Bloomberg. Dongfeng est le partenaire historique de PSA sur le marché chinois. Le premier partenariat entre les deux constructeurs remonte à 1992, année où Citroën et Dongfeng avaient fondé leur première coentreprise à Wuhan. Au total, les deux groupes ont conjointement créé quatre usines terminales, trois à Wuhan et une à Chengdu, ainsi qu'une usine de groupes motopropulseurs à Xiangyang, Hubei. (PSA opère par ailleurs une usine à Shenzhen avec Chang'An, dédiée à la marque DS).

Alors que la Chine était devenue en 2014 le premier marché du groupe PSA (734 000 véhicules vendus, soit près de 25% du total des ventes mondiales du groupe) et permettait au groupe d'envisager d'y vendre 1 M de véhicules dès 2017, les ventes de PSA ont fortement baissé depuis cette date. En 2018, PSA a vendu 254 600 véhicules en Chine (dont 3 800 modèles DS), en baisse de 34% sur l'année (en volume), ce qui ne représentait plus que 7% des ventes globales du groupe. Pour faire face à cette situation, la direction de PSA a récemment évoqué plusieurs options concernant la présence du groupe en Chine. Le PDG, Carlos Tavares, a notamment évoqué la possibilité de fabriquer en Chine des véhicules pour le marché américain tandis que Philippe de Rovira, directeur financier, a quant à lui mentionné la possibilité de louer les usines en Chine à d'autres constructeurs.

Pour mémoire, alors que le volume du marché chinois des véhicules de tourisme avait presque quadruplé en l'espace de dix ans (24,7 M véhicules vendus en 2017, pour 6,7 M véhicules vendus en 2008), il a reculé en 2018, pour la première fois en 30 ans : les ventes de véhicules de tourisme ont en effet reculé de 4,1% en volume pour s'établir à 23,7 M unités.

Divertissement: Tencent est en passe d'acquérir 10% du label Universal Music, label détenu par Vivendi

Tencent est entré en phase de négociations non-exclusives avec Vivendi pour une prise de participation à hauteur de 10% (estimée à 3 Mds EUR) dans le label Universal Music Group (UGM), qui appartient au groupe français depuis 2000.

En Chine, Tencent est le leader incontesté de l'écoute de musique en streaming avec ses trois principales applications, QQmusic, KuGou, et KuWo, qui rassemblaient 76% des parts de marché fin 2017. Le groupe s'est récemment étendu à l'international, prenant 7,5% des parts du suédois Spotify en 2017. Le marché mondial de la musique en streaming pourrait représenter 45 Mds USD en 2026 d'après le cabinet britannique Midea predicts, qui prévoit une croissance particulièrement forte en

Asie. Tencent a jusqu'à présent assuré ses débouchés en Chine avant de se lancer dans une stratégie d'investissements minoritaires dans des plateformes de streaming internationales. Cet investissement dans un label qui produit de nombreuses stars internationales s'inscrit dans une logique de développement en deux dimensions, verticale et horizontale.

Pour Vivendi, dont Universal Music représente 44% des revenus, cette transaction serait un moyen de renforcer la coopération existante avec Tencent, qui diffuse ses contenus sur ses plateformes, tout en progressant dans sa stratégie annoncée consistant à céder des participations minoritaires dans UGM.

Economie numérique: Tencent investit plus d'un milliard de dollars dans une application de partage de vidéos

Tencent a injecté entre 1 et 1,5 Mds USD dans Kuaishou, une application de réseau social permettant le partage de vidéos courtes (quelques secondes), semblable à Snapchat et TikTok. Cet investissement porte la part de Tencent à 30% du capital de l'entreprise.

Actuellement, le principal concurrent de Kuaishou est TikTok (connu sous le nom de Douyin en Chine), appartenant au groupe ByteDance. Le modèle proposé par les deux applications est en effet très similaire : celui-ci repose sur des utilisateurs souvent jeunes et très actifs sur les plateformes et sur des vidéos « virales ». En Chine, les deux applications font jeu égal autour de 30% des parts de marché mais ByteDance possède deux autres applications qui détiennent chacune environ 10% des parts de marché, ce qui place le groupe en première position.

De surcroît, la pénétration internationale de TikTok (présent dans plus de 100 pays dans le monde) est actuellement largement supérieure à celle de Kuaishou. Bien que l'entreprise ait annoncé fin 2017 son intention d'orienter sa croissance à l'international sur les axes des routes de la soie du numérique (Kuaishou se revendique numéro un en Russie et en Biélorussie), 99% de ses revenus provenaient des utilisateurs chinois en 2018.

Les réseaux sociaux sont le cœur de métier de Tencent (23% du chiffre d'affaires du groupe). Cet investissement suit la stratégie d'évolution du groupe, qui opère actuellement une transition des réseaux sociaux de type « texte » vers les contenus image et vidéo. L'objectif affiché de Tencent est de faire de Kuaishou le leader chinois sur ce marché. Outre cet apport en trésorerie qui permettra à Kuaishou de se développer, Tencent a récemment amélioré l'interopérabilité entre WeChat, son application de messagerie instantanée devenue quasi-universelle en Chine, et la plateforme de Kuaishou. Tencent apporte également son expérience du secteur des réseaux sociaux (numéro un en Chine avec 1,1 milliard d'utilisateurs actifs), y compris sur le segment des vidéos courtes, où sa participation dans Snapchat (12%) pourrait servir de modèle à Kuaishou.

Retour au sommaire ([ici](#))

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Energie : l'Administration nationale de l'énergie (NEA) communique sur la préparation du 14^{ème} plan quinquennal (2021-2025)

Selon, l'Administration nationale de l'énergie (NEA), l'Administrateur M. Zhang Jianhua a effectué une mission dans la province côtière du Jiangsu dans le cadre de la préparation du 14^{ème} plan quinquennal (période 2021-2025) avec les autorités locales et l'Office de régulation de l'énergie du Jiangsu. Selon le communiqué de la NEA, M. Zhang Jianhua appelle à la construction d'un système énergétique plus propre, plus sécurisé, plus optimisé, de plus grande qualité et plus efficace. Cette transformation énergétique impliquera un renforcement des capacités de production en promouvant une stratégie de développement « propre », c'est-à-dire à faible émissions de dioxyde de carbone.

Transports : le Ministère des transports publie un plan de développement du numérique pour les transports

Fin juillet, le Ministère des transports (MoT) a publié un nouveau plan visant à développer l'utilisation du numérique dans le secteur des transports. Le plan établit deux objectifs temporels principaux. D'une part, d'ici 2025, les transports devraient être devenus le principal secteur d'utilisation du système de navigation par satellites Beidou, l'intégration de la technologie 5G et de la nouvelle génération de satellites de communication dédiés aux transports devrait permettre le développement de nombreux nouveaux services numériques associés. D'autre part, le déploiement de ce plan devrait être achevé d'ici 2035.

Concrètement, la Chine souhaite étendre l'utilisation du système Beidou à plusieurs champs d'application telles que la conduite automatique, la coordination routière, la sécurité maritime, l'automatisation des opérations portuaires et, plus globalement, la collecte et l'expédition. Par ailleurs, le plan prévoit de développer de nouveaux standards chinois en lien avec la numérisation dans le secteur des transports.

Le MoT mettra vraisemblablement en œuvre ce plan de manière graduelle, par exemple dans les régions de Pékin-Tianjin-Hebei (Jing-Jin-Ji), la ceinture économique du Fleuve Yangtsé (région de Shanghai), la Grande baie de Canton-Hong-Kong, Macao, et, à l'international, dans le cadre des Nouvelles routes de la soie (BRI).

Retour au sommaire ([ici](#))

HONG KONG et MACAO

Bourse: l'escalade des tensions commerciales sino-américaines et la grève générale font chuter l'Indice Hang Seng (HSI)

Lundi 05 août, l'indice Hang Seng a chuté de 2,85% (soit plus de 767 points) pour s'établir à 26 151 points en fin de journée, en raison de l'escalade des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine (avec notamment la réponse de Pékin aux nouvelles annonces de taxes douanières américaines et la dépréciation historique du yuan), du ralentissement de la croissance chinoise et de l'aggravation de la crise politique au sein de la RAS. Près de 60 sociétés ont vu leurs actions chuter de plus de 10 %, notamment dans le secteur de l'énergie. Les promoteurs immobiliers, les sociétés de services financiers locaux, les compagnies aériennes et les détaillants locaux ont également été touchés. Le cours de Sun Hung Kai Properties, l'un des plus grands promoteurs de la RAS, a chuté de 5,2%, ceux de Bank of China Hong Kong et MTR (propriétaire et exploitant du réseau de métros de Hong Kong) de 3,4%, Cathay Pacific de 4,2% et l'exploitant de grands magasins Lifestyle International de 6,4%. Le Hang Seng s'est ensuite stabilisé au cours de la semaine pour atteindre 26 278 points le vendredi 9 août dans la matinée, soit une baisse globale de 1,3% sur la semaine.

Commerce extérieur : chute des exportations et des importations au S1-2019

Les exportations de Hong Kong (à 99% des réexportations) ont globalement chuté de 13,8 % au S1-2019 par rapport au S2-2018 pour s'établir à 1895,2 Mds HK\$ (soit 216 Mds €). S'agissant des réexportations de Chine continentale à destination des États-Unis, elles ont baissé de 25,7% entre le S2-2018 et le S1-2019 pour atteindre 116,9 Mds HK\$ (13,3 Mds €). Les réexportations à destination de Chine continentale ont quant à elles décliné de 16,6% au S1-2019 par rapport au S2-2018, atteignant 1 001,9 Mds HK\$ (114 Mds €). Hong Kong subit conjointement les conséquences du regain de tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis, ainsi que le ralentissement de la croissance chinoise, destination de plus de 50% de ses réexportations. Les importations de la RAS ont également fléchi de 14% au S1-2019 par rapport au S2-2018, atteignant 2138,6 Mds HK\$ (soit 243,7 Mds €).

Start-ups : la première licorne de Hong Kong, Tink Labs, va fermer ses portes au mois d'août

Après avoir effectué une réduction massive de ses effectifs au cours des dernières semaines, la licorne hongkongaise Tink Labs fermera définitivement ses portes au mois d'août 2019. Cette évolution fait suite aux difficultés de croissance, aux nombreuses mises à pied et aux importants plans de restructuration qu'a connus la start-up au cours des dernières années. Fondée en 2012 et dirigée par Terence Kwok, Tink Labs fournissait des smartphones gratuits dans les chambres d'hôtels du monde entier. Le modèle économique de Tink Labs lui avait permis de devenir la première start-up de Hong Kong à être valorisée plus d'un milliard de dollars. Le service développé par Tink Labs, Handy, a été déployé dans plus de 600 000 chambres d'hôtels dans le monde – un chiffre satisfaisant, mais loin de son objectif ambitieux d'équiper plus d'un million de chambres d'hôtels.

Transport aérien : Cathay Pacific confirme sa reprise au premier semestre 2019 mais accuse une chute des réservations pour le second

La compagnie aérienne hongkongaise Cathay Pacific a annoncé un profit de 148 M € au S1-2019, confirmant la reprise amorcée au S2-2018 (Résultat net de 270 M € en 2018 avec un résultat net négatif de -29 M € au S1-2018). Ces résultats dépassent les attentes des analystes. Ils sont néanmoins ternis par la chute des réservations enregistrée par Cathay Pacific pour le second semestre 2019, notamment pour la classe économique. Selon la compagnie, le pourcentage de baisse, à deux chiffres, serait expliqué par le contexte sociopolitique de Hong Kong. Lors de la grève générale du 5 août, la compagnie a annulé 140 de ses vols et 37 de sa nouvelle filiale low-cost, HK airlines.

Retour au sommaire ([ici](#))

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : S.E.R. de Pékin et Service Economique de Hong Kong

Adresse : N°60 Tianszulu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 BEIJING – PRC, CP 100600

Rédigé par : Hannah Fatton, Thomas Harbor, Camille Bortolini, Furui Ren, Antoine Moisson, Antoine Martin, Antoine Bernez

Revu par : Julien Dumond, Guillaume Perissinotto, Jean-Philippe Dufour

Responsable de publication : Philippe Bouyoux